

## **CIRCULAIRE COMMUNE N° COL 4/2014 DU MINISTRE DE LA JUSTICE ET DU COLLEGE DES PROCUREURS GENERAUX**

**Objet :** Union européenne – Application du principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en matière pénale – Exécution des décisions de saisie, de confiscation et de sanction pécuniaire

### **I. INTRODUCTION**

1. La présente circulaire commune remplace, avec effet immédiat, la circulaire commune de la ministre de la Justice et du Collège des procureurs généraux COL 5/2007.

La loi initiale du 5 août 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne (ci-après dénommée « la loi »)<sup>1</sup> est entrée en vigueur le 17 septembre 2006 et visait à transposer en droit belge la décision-cadre 2003/577/JAI du Conseil de l'Union européenne du 22 juillet 2003 relative à l'exécution dans l'Union européenne des décisions de gel de biens ou d'éléments de preuve<sup>2</sup>.

La loi susmentionnée a été modifiée par la loi du 19 mars 2012 modifiant la loi du 5 août 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne (I)<sup>3</sup> et par la loi du 26 novembre 2011 modifiant la loi du 5 août 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne (II)<sup>4</sup>.

La révision a pour but de transposer en droit belge trois décisions-cadres de l'Union européenne, à savoir :

- la décision-cadre 2005/214/JAI du Conseil du 24 février 2005 concernant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux sanctions pécuniaires<sup>5</sup> ;
- la décision-cadre 2006/783/JAI du Conseil du 6 octobre 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions de confiscation<sup>6</sup> ;

---

<sup>1</sup> *Moniteur belge* du 7 septembre 2006 ; *Doc. parl.*, Chambre, DOC 51-2106/001 à 003 ; *Doc. parl.*, Sénat, session 2005-2006, 3-1672/1 à 1672/4.

<sup>2</sup> JO L 196 du 2 août 2003, p. 45.

<sup>3</sup> *Moniteur belge* du 4 avril 2012 + erratum *Moniteur belge* du 23 avril 2012 ; *Doc. parl.*, Chambre, 53-1703/001 à 005 ; *Doc. parl.*, Sénat, 5-1278/1 à 5.

<sup>4</sup> *Moniteur belge* du 4 avril 2012 + erratum *Moniteur belge* du 23 avril 2012 ; *Doc. parl.*, Chambre, 53-1703/001 à 002 et 53-1833/001 ; *Doc. parl.*, Sénat, 5-1279/001.

<sup>5</sup> JO L 76 du 22 mars 2005, p. 16.

<sup>6</sup> JO L 328 du 24 novembre 2006, p. 59.

- et, partiellement, la décision-cadre 2009/299/JAI du Conseil du 26 février 2009 portant modification des décisions-cadres 2002/584/JAI, 2005/214/JAI, 2006/783/JAI, 2008/909/JAI et 2008/947/JAI, renforçant les droits procéduraux des personnes et favorisant l'application du principe de reconnaissance mutuelle aux décisions rendues en l'absence de la personne concernée lors du procès<sup>7</sup>.

2. Le principe de reconnaissance mutuelle au sein de l'Union européenne repose sur l'idée d'un espace de justice commun dans lequel les décisions circulent librement : une décision d'une autorité judiciaire compétente d'un État membre doit avoir un effet plein et direct sur l'ensemble du territoire de l'Union et les autorités des autres États membres doivent prêter leur concours à son exécution comme s'il s'agissait d'une décision prise par une autorité compétente de leur propre État, sous réserve de l'application de l'une des causes de refus prévues par la loi.

La loi de 2006, qui, dans un premier temps, concernait uniquement les décisions de saisie, a été conçue sous la forme d'une structure globale et évolutive, qui permet d'y intégrer de nouveaux instruments de l'Union européenne, fondés sur le principe de la reconnaissance mutuelle, comme cela est entre-temps devenu le cas en matière de confiscations et d'amendes.

Les termes « décision judiciaire » contenus dans la loi de 2006 ont été remplacés par le mot « décision », afin que les dispositions en question puissent s'appliquer également aux possibilités plus larges prévues par la décision-cadre relative aux sanctions pécuniaires. Cette adaptation n'a aucune incidence sur la définition d'une décision de saisie ou de confiscation, pour laquelle une décision judiciaire demeure requise.

## II. PRINCIPES GENERAUX

1. Dans les relations avec les États membres de l'Union européenne, la présente loi déroge au droit commun de l'entraide judiciaire, tel que régi, en particulier, par la loi du 20 mai 1997 sur la coopération internationale en ce qui concerne l'exécution de saisies et de confiscations<sup>8</sup> et par la loi du 9 décembre 2004 sur l'entraide judiciaire en matière pénale et modifiant l'article 90<sup>ter</sup> du Code d'instruction criminelle<sup>9</sup>.

---

<sup>7</sup> JO L 081 du 27 mars 2009, p. 24.

<sup>8</sup> *Moniteur belge* du 3 juillet 1997.

<sup>9</sup> *Moniteur belge* du 24 décembre 2004.

La loi (article 1/1) prévoit aussi expressément que l'article 873, alinéa 2, du Code judiciaire (en vertu duquel la commission rogatoire émanant d'une autorité judiciaire étrangère ne peut être exécutée en Belgique qu'après avoir été autorisée par le ministre de la Justice, à moins que les conventions internationales n'en disposent autrement) ne s'applique pas à la présente loi.

2. Une copie certifiée conforme de la décision est envoyée, accompagnée d'un certificat signé reprenant toute information pertinente – cf. les certificats joints aux annexes 1, 2 et 3, visés à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, de la loi (gel – sanctions pécuniaires – confiscation). L'original de la décision et/ou l'original du certificat sont adressés uniquement à la demande de l'autorité d'exécution.

En ce qui concerne l'emploi des langues, les règles suivantes sont d'application :

*a) Demandes sortantes d'exécution d'une décision de saisie ou de confiscation ou de sanction pécuniaire*

Le certificat adressé par une autorité belge doit être traduit dans la langue officielle de l'État d'exécution. Tout État membre peut, soit lors de la transposition de la décision-cadre en question, soit ultérieurement, indiquer dans une déclaration adressée au secrétaire général du Conseil de l'Union européenne qu'il acceptera également une traduction dans une ou plusieurs autres langues officielles des institutions européennes (en annexe est donné un aperçu de la transposition des décisions-cadres dans d'autres États membres, reprenant les langues acceptées).

La loi ou la décision-cadre en question ne requiert pas que la Belgique traduise également la décision de saisie, de confiscation ou de sanction pécuniaire dans l'une des langues officielles de l'État d'exécution ou dans une langue reconnue par celui-ci.

Afin de garantir un règlement rapide de la procédure, il est toutefois indiqué que les autorités belges se chargent elles-mêmes de traduire la décision. Ce principe vaut *a fortiori* s'il est notoire que l'État d'exécution requis ne dispose pas de l'infrastructure suffisante pour procéder lui-même à une traduction de bonne qualité.

*b) Demandes entrantes d'exécution d'une décision de saisie ou de confiscation ou de sanction pécuniaire*

Le certificat adressé à une autorité belge doit être traduit en français, en néerlandais, en allemand ou en anglais<sup>10</sup>.

La copie certifiée conforme de la décision qui est jointe au certificat ne doit pas être traduite par l'État d'émission.

Cependant, l'autorité belge d'exécution procèdera à la traduction de la décision de saisie en cas de doutes sérieux sur la fiabilité du certificat<sup>11</sup>. L'on peut songer au cas où la traduction de la décision de saisie s'impose parce que le certificat est incomplet ou imprécis.

Le tribunal correctionnel ou, avant même la saisine du tribunal, le procureur du Roi peuvent décider du report de l'exécution de la décision de confiscation pendant la période nécessaire à la traduction de tout ou partie de la décision.

Si nécessaire, le certificat et la décision y afférente sont traduits dans la langue de la procédure conformément à la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, et ce, avant que le juge d'instruction compétent ou le tribunal correctionnel qui statuera sur la demande d'exécution de la décision de saisie ou de confiscation ne soit saisi du dossier.

*c) Frais de traduction des certificats et des décisions*

Actuellement, le droit interne ne prévoit aucune réglementation particulière concernant le financement et la répétabilité, auprès de la personne saisie/condamnée ou de l'État membre concerné, des frais liés au traitement de certificats de saisie et de confiscation ou de sanction pécuniaire.

En outre, il convient de tenir compte de l'article 20 de la décision-cadre 2006/783/JAI (confiscation). En principe, les États membres renoncent à réclamer de part et d'autre le remboursement des frais résultant de l'application de cette décision-cadre. Toutefois, lorsque l'État d'exécution a dû supporter des frais qu'il considère comme élevés ou exceptionnels, il peut en proposer le partage à l'État d'émission. À cet effet, l'État d'exécution donnera toutes les indications détaillées à l'État d'émission.

<sup>10</sup> Contrairement à ce qui a été prévu pour le mandat d'arrêt européen, la Belgique a également accepté l'anglais. Le cas échéant, le certificat reçu devra néanmoins être traduit dans la langue de la procédure, conformément à la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire. Les autorités belges doivent alors se charger de cette traduction.

<sup>11</sup> Exposé des motifs du projet de loi relatif à l'application du principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne, *Doc. parl.*, Chambre, session 2005-2006, n° 2106/1, p. 13.

La Belgique peut décider de reporter l'exécution de la décision de confiscation lorsqu'elle juge nécessaire que soit traduite tout ou partie de cette décision. Les frais de traduction sont à la charge de la Belgique (article 31, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, de la loi et article 10 de la décision-cadre 2006/783/JAI). Si l'autorité belge d'exécution souhaite faire traduire la décision de saisie, la traduction sera effectuée par elle-même, à ses frais<sup>12</sup>.

Les frais encourus par la Belgique pour la traduction de demandes sortantes de saisie ou de confiscation sont soumis à la législation relative aux frais de justice.

3. Afin d'identifier l'autorité judiciaire étrangère compétente pour l'exécution, il peut évidemment être fait appel aux points de contact du Réseau judiciaire européen<sup>13</sup>. En ce qui concerne spécifiquement la saisie et la confiscation, l'Organe central pour la saisie et la confiscation (OCSC) fait office de point de contact du réseau « CARIN » (« Camden Asset Recovery Interagency Network » – réseau Camden regroupant les autorités compétentes en matière de recouvrement d'avoirs) pour la Belgique. Ce réseau est une association informelle de spécialistes en matière de saisie et de confiscation de biens illicites au sein des services de police et de la justice.

Si la décision doit être exécutée en Belgique, le certificat doit être adressé au procureur du Roi territorialement compétent. Aux fins de faciliter la coopération et d'éviter des retards, l'article 3, § 4, de la loi prévoit que le procureur du Roi qui reçoit une demande pour laquelle il n'est pas territorialement compétent la transmet d'office au procureur du Roi territorialement compétent et en informe l'autorité d'émission par tout moyen laissant une trace écrite.

4. L'autorité belge d'exécution reconnaît la décision et prend sans délai les mesures nécessaires pour son exécution, sous réserve de l'application de l'une des causes de refus énumérées de manière limitative dans la loi.

L'exécution en Belgique s'effectue en principe conformément au droit belge, à la nuance près qu'en vue de garantir que les éléments de preuve obtenus soient recevables dans l'État d'émission, la saisie est exécutée selon les règles de procédure expressément indiquées par l'autorité d'émission, à condition que ces règles ne portent pas atteinte aux droits fondamentaux ou à tout autre principe fondamental du droit belge (cf. article 4, § 3, de la loi, qui s'inscrit dans le même cadre que le droit applicable sur la base de l'article 6 de la loi du 9 décembre 2004 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale).

---

<sup>12</sup> Exposé des motifs du projet de loi relatif à l'application du principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne, *Doc. parl.*, Chambre, session 2005-2006, n° 2106/1, p. 13.

<sup>13</sup> Cf. COL 10/2012 relative au Réseau judiciaire européen.

Les raisons substantielles qui ont conduit au prononcé de la décision étrangère transmise à la Belgique ne peuvent être contestées que dans l'État d'émission, et donc pas devant un tribunal belge.

Toutes les communications officielles s'effectuent directement entre les autorités compétentes.

5. L'article 5 de la loi prévoit en outre que le SPF Justice est informé de manière spécifique :

- *par les autorités judiciaires compétentes :*
  - de tout refus d'exécuter une décision portant sur une confiscation ou une saisie – les motifs de refus ainsi que la copie de cette décision sont transmis, dans le cas d'espèce, en même temps que la notification ;
  - de tout refus d'exécuter une décision portant sur une sanction pécuniaire sur la base de l'article 7(1)3° (c.-à-d. s'il existe des raisons sérieuses de croire que l'exécution de la décision judiciaire aurait pour effet de porter atteinte aux droits fondamentaux de la personne concernée, tels qu'ils sont consacrés par l'article 6 du traité sur l'Union européenne).
- *par les autorités compétentes :*
  - de toute difficulté rencontrée dans l'application de la présente loi (tant à l'occasion de l'exécution en Belgique d'une décision étrangère que de l'exécution par un État membre de l'Union européenne d'une décision belge).

Comme déjà mentionné, ce dernier devoir d'information est valable dans les deux sens, c'est-à-dire tant pour les décisions reçues que pour les décisions transmises, et pour l'exécution aussi bien en Belgique qu'à l'étranger. L'objectif est de permettre au SPF Justice d'avoir une image globale de l'application de la loi et de prendre des initiatives au niveau européen en vue de résoudre d'éventuels problèmes.

Parallèlement aux instructions élaborées dans la circulaire COL 5/2005 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale (cf. point II.7.2), le magistrat de référence en matière d'entraide judiciaire désigné au sein de chaque parquet doit veiller au respect de cette obligation de faire rapport. Dans les affaires ordinaires, la simple transmission d'une copie de la décision des autorités belges du refus d'exécuter la décision étrangère suffit.

Dans les dossiers pour lesquels une difficulté a été rencontrée lors de l'exécution d'une décision belge ou étrangère, un rapport d'information doit être transmis. Dans les deux cas, les envois du procureur du Roi ou du

procureur fédéral peuvent être adressés, par l'intermédiaire du procureur général territorialement compétent, au SPF Justice, Direction générale de la Législation et des Libertés et Droits fondamentaux, Service de coopération internationale pénale, Place de Louvain 4, à 1000 Bruxelles, fax : 02/210 57 98.

*Les difficultés récurrentes d'application de la loi peuvent être signalées au procureur général de Gand (application par analogie avec la COL 21/2010 relative à l'inventaire des commissions rogatoires internationales problématiques et la COL 11/2009 relative au suivi législatif).*

6. En ce qui concerne la relation juridique entre les décisions-cadres de l'Union européenne en matière de saisie et de confiscation, d'une part, et les conventions d'entraide judiciaire bilatérales et multilatérales<sup>14</sup>, d'autre part, que la Belgique a ratifiées, la question se pose de savoir si ces conventions demeurent d'application dans les relations avec d'autres États membres, après la transposition de la décision-cadre en question par la Belgique et l'État membre concerné.

Il ressort des travaux parlementaires que les décisions-cadres relatives aux sanctions pécuniaires et à la confiscation constituent ainsi, selon le législateur, une nouvelle étape vers l'adoption à terme d'un instrument unique de reconnaissance mutuelle qui remplacera le régime actuel de coopération judiciaire pénale en matière patrimoniale (saisie, confiscation, sanctions pécuniaires et éléments de preuve) dans les relations entre les États membres de l'Union européenne. Le principe de reconnaissance mutuelle est également considéré comme la pierre angulaire de la coopération judiciaire pénale dans l'Union européenne et doit remplacer les mécanismes d'entraide « classique » basés sur le dialogue entre États<sup>15</sup>.

Toutefois, les conventions d'entraide judiciaire classique restent d'application, même après la transposition par la Belgique des décisions-cadres relatives à la saisie et à la confiscation.

#### a. Saisie

Contrairement aux autres décisions-cadres appliquant le principe de reconnaissance mutuelle de décisions judiciaires en matière pénale, telles que la mandat d'arrêt européen (décision-cadre 2002/584/JAI du 13 juin 2002) et le mandat européen d'obtention de preuves (décision-cadre 2008/978/JAI du

<sup>14</sup> Par exemple, les conventions du Conseil de l'Europe, telles que la Convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime, faite à Strasbourg le 8 novembre 1990, *Moniteur belge* du 4 juin 1998, et la Convention relative au blanchiment, au dépistage, à la saisie et à la confiscation des produits du crime et au financement du terrorisme, faite à Varsovie le 16 mai 2005, *Moniteur belge* du 22 décembre 2009.

<sup>15</sup> Exposé des motifs du projet de loi modifiant la loi du 5 août 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne, *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, document n°1703/1, pp. 7. et 8.



18 décembre 2008), la décision-cadre 2003/577/JAI relative à l'exécution des décisions de gel ne contient aucune réglementation explicite concernant le rapport entre la décision-cadre en question et d'autres instruments juridiques internationaux en matière de saisie.

L'intention du législateur est claire : les conventions d'entraide judiciaire existantes relatives à la saisie demeurent applicables.

L'article 8, § 1<sup>er</sup>, de la loi initiale du 5 août 2006 stipulait que, dans les relations avec les États membres de l'Union européenne et pour ce qui concerne l'exécution et l'émission de saisies, cette loi se substitue à la loi du 20 mai 1997 sur la coopération internationale en ce qui concerne l'exécution de saisies et de confiscations.

Cet article a été abrogé à la suite de la modification législative. Ainsi, les autorités judiciaires belges peuvent, pour leurs propres demandes sortantes de saisie, toujours recourir aux demandes d'entraide judiciaire classique, ce qui est bien entendu nécessaire lorsque la demande s'inscrit dans le cadre d'une demande d'entraide judiciaire plus large, telle que l'audition et la perquisition, ou si les biens visés ne peuvent pas être clairement identifiés<sup>16</sup>.

De plus, les autorités judiciaires belges pourront toujours donner suite aux demandes d'entraide judiciaire classique qu'elles reçoivent concernant une saisie sur la base de la loi précitée du 20 mai 1997 et des conventions internationales en vigueur (qui ne sont en effet pas abrogées par la décision-cadre de l'Union européenne).

#### b. Confiscation

L'article 21 de la décision-cadre 2006/783/JAI relative à la confiscation permet l'application des accords ou arrangements bilatéraux et multilatéraux, dans la mesure où ces accords ou arrangements aident à simplifier ou à faciliter davantage les procédures d'exécution des décisions de confiscation. Toutefois, une décision-cadre est sans effet direct dans l'ordre juridique belge (cf. Cass., 24 août 2004, P.04.1211.N, concernant le mandat d'arrêt européen). Le législateur n'a pas repris la réglementation contenue à l'article 21 de la décision-cadre dans la loi du 5 août 2006 lors de la transposition de ladite décision.

Il peut également être fait référence aux dispositions de la convention de Vienne du 23 mai 1969 sur le droit des traités (*Moniteur belge* du 28 décembre 1993) qui régissent l'extinction des traités internationaux. L'article 54 de ladite Convention dispose que l'extinction d'un traité international peut avoir lieu soit

<sup>16</sup> Exposé des motifs du projet de loi modifiant la loi du 5 août 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne, *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, document n°1703/1, p. 14.



conformément aux dispositions du traité en question (article 54, a), soit à tout moment, par consentement de toutes les parties, après consultation des autres États contractants (article 54, b).

Lors de la transposition en droit interne de la décision-cadre relative à la confiscation, la Belgique n'a, quoi qu'il en soit, pas décidé de dénoncer expressément ces conventions d'entraide judiciaire classique conformément à l'article 54, a., de la Convention précitée. La Belgique ne s'est pas non plus retirée, conformément à l'article 54, b., des conventions d'entraide judiciaire existantes qui régissent l'exécution de la confiscation, dans ses relations avec d'autres États membres, en l'absence de transposition de l'article 21 de la décision-cadre en droit interne.

7. Au sein du ministère public a été créé l'Organe central pour la Saisie et la Confiscation (OCSC), qui assiste les autorités judiciaires dans l'application de la loi en matière de saisie et de confiscation, lorsque celles-ci le demandent (articles 10 et 28 de la loi). Cette compétence s'inscrit dans le cadre de la mission légale existante de l'OCSC visant à faciliter l'entraide judiciaire internationale en matière de saisie et de confiscation (article 3 de la loi du 26 mars 2003 relative à l'OCSC).

Concrètement, l'OCSC peut fournir une assistance afin de faire appliquer la loi en mettant à disposition des certificats vierges (cf. pages Ompranet de l'OCSC) ou apporter des explications sur la manière dont le certificat doit être complété. Outre des informations pratiques (langue du certificat, identité de l'autorité étrangère compétente, etc.), l'OCSC peut également procurer des informations sur le système juridique des autres États membres.

En tant que « Asset Management Office » (bureau de recouvrement des avoirs), l'OCSC assure la gestion (à valeur constante) des avoirs saisis. Sur la base de l'article 15 de la loi, l'OCSC est également compétent pour procéder, sur autorisation du juge d'instruction, à l'aliénation ou à la restitution des avoirs saisis moyennant paiement d'une somme d'argent.

### **III. LES CAUSES GÉNÉRALES DE REFUS DE L'EXÉCUTION**

1. L'article 6 de la loi concerne la règle de la double incrimination : l'exécution sera obligatoirement refusée si les faits qui sont à la base de la décision ne sont pas punissables au regard du droit belge. Conformément à la jurisprudence récente, l'exigence de double incrimination est appréciée par rapport aux faits et non à la qualification donnée par le droit de l'État d'émission.

Cependant, ce principe de double incrimination ne s'applique pas aux 32 infractions suivantes, pour autant que celles-ci soient punissables dans l'État d'émission d'une peine privative de liberté d'un maximum d'au moins trois ans (article 6, § 2, de la loi – il s'agit de la même liste d'infractions particulièrement graves que celle qui figure dans la loi du 19 décembre 2003 relative au mandat d'arrêt européen – voir dès lors la circulaire ministérielle du 8 août 2005 relative au mandat d'arrêt européen, point 3.1.3, pour de plus amples explications) :

1. participation à une organisation criminelle ;
2. terrorisme ;
3. traite des êtres humains,
4. exploitation sexuelle des enfants et pédopornographie ;
5. trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes ;
6. trafic illicite d'armes, de munitions et d'explosifs,
7. corruption ;
8. fraude, y compris la fraude portant atteinte aux intérêts financiers des Communautés européennes au sens de la Convention du 26 juillet 1995 relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes ;
9. blanchiment du produit du crime ;
10. faux monnayage, et la contrefaçon de l'euro ;
11. cybercriminalité ;
12. crimes contre l'environnement, y compris le trafic illicite d'espèces animales menacées et le trafic illicite d'espèces et d'essences végétales menacées ;
13. aide à l'entrée et au séjour irréguliers ;
14. homicide volontaire, coups et blessures graves ;
15. trafic d'organes et de tissus humains ;
16. enlèvement, séquestration et prise d'otage ;
17. racisme et xénophobie ;
18. vols organisés ou avec arme ;
19. trafic illicite de biens culturels, y compris antiquités et œuvres d'art ;
20. escroquerie ;
21. racket et extorsion de fonds ;
22. contrefaçon et piratage de produits ;
23. falsification de documents administratifs et trafic de faux ;
24. falsification de moyens de paiement ;
25. trafic illicite de substances hormonales et autres facteurs de croissance ;
26. trafic illicite de matières nucléaires et radioactives ;
27. trafic de véhicules volés ;
28. viol ;
29. incendie volontaire ;
30. crimes relevant de la juridiction de la Cour pénale internationale ;
31. détournement d'avions ou de navires ;
32. sabotage.

Le principe de double incrimination ne peut pas non plus être retenu dans le cadre de décisions de saisie ou de confiscation se rapportant aux taxes et impôts, ou à la douane et au change (cf. article 6, § 3).

Enfin, l'article 6, § 4, de la loi dispose que pour l'application du § 2, 14°, les faits d'avortement ou d'euthanasie ne sont pas considérés comme couverts par la notion d'homicide volontaire.

2. L'article 7, § 1<sup>er</sup>, de la loi cite encore trois autres causes de refus obligatoires :

- 1° s'il existe une immunité qui rend impossible l'exécution de la décision ;
- 2° si l'exécution de la décision est contraire au principe « non bis in idem » (ce qui est possible dans le cas d'une saisie en vue d'une confiscation ultérieure ou d'un transfert en tant qu'élément de preuve) ;
- 3° si l'exécution de la décision aurait pour effet de porter atteinte aux droits fondamentaux de la personne concernée<sup>17</sup>.

En ce qui concerne l'immunité, il est spécifié ce qui suit :

- \* La notion d'« immunité » se réfère à tous les obstacles procéduraux empêchant d'exécuter une saisie pénale ou une décision imposant une confiscation ou une sanction pécuniaire à l'égard de personnes ou d'objets couverts par une immunité. Outre les immunités constitutionnelles internes reconnues par la Constitution ou la loi (parlementaires, Roi, etc.), il existe également les immunités que le droit international confère à des institutions internationales et à des représentants d'États étrangers (diplomates, ministres, chefs d'État – cf., entre autres, les conventions y afférentes et l'article 1<sup>bis</sup> du TPCPP).
- \* L'immunité doit être évaluée *in concreto*, ce qui implique que, si la possibilité existe de la faire lever, la demande d'exécution de la décision ne doit être refusée qu'après qu'il a été constaté que la levée était impossible.

En ce qui concerne la saisie et l'exécution de condamnations, il convient également de tenir compte des éléments suivants :

---

<sup>17</sup> À ce sujet, l'exposé des motifs (DOC 51 – 2106/001), page 13, donne l'explication suivante : « Il va de soi cependant que l'autorité judiciaire belge chargée de statuer sur l'exécution de la saisie ne peut se voir confier une mission d'appréciation politique de la situation dans les autres États membres. Le contrôle sera strictement limité à l'appréciation de circonstances concrètes relatives au cas donnant lieu à la décision de saisie. À cette fin, l'autorité judiciaire belge pourra utilement confronter les renseignements fournis dans le certificat aux principes posés par la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et par exemple à l'article 14 de cette convention qui consacre la clause dite de non-discrimination. »  
Pour de plus amples éclaircissements, il peut être renvoyé à la circulaire ministérielle du 8 août 2005 relative au mandat d'arrêt européen, point 3.2.1.5.

- ✖ l'immunité pénale de personnes morales politiques (État, régions, communautés, provinces et communes, etc.) (article 5 du Code pénal) ;
- ✖ la confiscation spéciale, prévue à l'article 42, 1<sup>o</sup>, du Code pénal de biens de personnes morales de droit public, autres que celles visées à l'article 5 du Code pénal, n'est possible que s'il s'agit de biens civilement saisissables. La saisissabilité en matière civile de biens publics est régie par l'article 1412*bis* du Code judiciaire. En principe, il est interdit de saisir des objets appartenant à des personnes morales de droit public en vue de garantir la continuité du service public. Seuls les biens qui ne sont manifestement pas utiles pour l'exercice de leurs missions ou pour la continuité du service public peuvent faire l'objet d'une saisie.
- ✖ La saisie par équivalent en matière pénale : les choses insaisissables conformément au droit civil ne peuvent pas non plus être saisies par équivalent (article 35*ter* du Code d'instruction criminelle). Il s'agit, en d'autres termes, de toutes les choses énumérées aux articles 1408 à 1412*bis* du Code judiciaire ou dans des lois particulières (pour un aperçu des choses insaisissables : cf. E. DIRIX et K. BROECKX, *Beslag in APR*, troisième édition, Malines, Kluwer, 2010, pp. 116 et suivantes).

3. L'article 7/1 récemment inséré prévoit trois motifs de refus facultatifs :
- la prescription (uniquement si les faits relèvent de la compétence des juridictions belges) ;
  - la territorialité ;
  - les condamnations par défaut.

Compte tenu de la nature des motifs de refus précités, cet article s'applique uniquement aux condamnations – c.-à-d. les décisions de sanctions pécuniaires et de confiscation – et ne peut pas être invoqué à l'égard de décisions de saisie.

Le motif de refus relatif à la prescription de la peine doit être apprécié au regard du droit belge. Les peines patrimoniales (amendes et confiscations) se prescrivent selon le délai de prescription applicable à la peine d'emprisonnement (article 94 du Code pénal). La question de la prescription ne se pose pas si la confiscation concerne un bien mobilier ou immobilier concret (confiscation d'objet). La confiscation de sommes inscrites au crédit de comptes en banque, individualisés et préalablement saisis, ne transfère pas à l'État la propriété de ces sommes, mais les met à sa disposition sans qu'une mesure d'exécution ne soit nécessaire, de sorte que cette confiscation, passée en force de chose jugée, *n'est pas susceptible de prescription* (Cass., 11 janvier 1990). Au moment où la condamnation passe en force de chose jugée, la propriété est transférée à l'État et plus aucune mesure d'exécution n'est requise. En tant que nouveau propriétaire du bien, l'État doit parfois

prendre des mesures afin de le récupérer auprès de tiers ou du condamné (par exemple, remorquage d'un véhicule confisqué). Toutefois, ces mesures ne constituent pas des actes d'exécution de la peine. La prescription de la peine joue uniquement en cas de confiscation par équivalent ou de confiscation d'objet d'une somme d'argent qui n'a pas été saisie durant l'instruction. Dans les deux cas, la confiscation implique l'existence d'une créance qui doit être recouvrée sur le patrimoine de l'intéressé dans le délai de prescription légal.

Le motif de refus de la territorialité signifie que la décision concerne des actes (1) qui, selon le droit belge, ont été commis en tout ou en partie sur le territoire belge ou en un lieu considéré comme tel (article 3 du Code pénal), ou (2) qui ont été commis hors du territoire de l'État d'émission et pour lesquels la législation belge n'autorise pas la poursuite lorsque les mêmes infractions ont été commises hors du territoire belge (article 4 du Code pénal et principalement les articles 6 à 14 TPCPP).

Le motif de refus lié à la territorialité ne peut cependant pas être invoqué dans le cadre d'une décision de confiscation prononcée dans une affaire de blanchiment, car l'élément d'extraterritorialité est en effet fréquemment présent et un tel motif de refus risquerait d'entraver le bon exercice de la Justice (cf. article 7/1, 2<sup>o</sup>, alinéa 2) <sup>18</sup>.

4. Si l'autorité belge d'exécution estime ne pas disposer des éléments d'informations suffisants parce que le certificat n'a pas été produit, est incomplet ou ne correspond pas à la décision, elle accorde à l'autorité d'émission un délai pour que le certificat soit produit, complété ou rectifié. Si les informations ne sont pas fournies dans le délai accordé, l'exécution est refusée (cf. article 7, § 2, de la loi).

#### **IV. PRINCIPES RELATIFS AUX SAISIES**

##### **4.1. Décisions de saisie**

Le terme « gel » dans la décision-cadre doit être entendu en droit belge au sens de « saisie », à savoir une mesure d'immobilisation des avoirs à caractère provisoire<sup>19</sup> (cf. article 2/1, 3<sup>o</sup>, de la loi, qui renvoie aux articles 35, 35bis, 35ter et 37 du Code d'instruction criminelle, ainsi qu'aux saisies prévues par le Code pénal et les lois particulières). Cette mesure peut viser

---

<sup>18</sup> Exposé des motifs du projet de loi modifiant la loi du 5 août 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne, *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, document n°1703/1, p. 15.

<sup>19</sup> Exposé des motifs du projet de loi relatif à l'application du principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne, *Doc. parl.*, Chambre, session 2005-2006, n°2106/1, p. 14.

tant un bien susceptible de confiscation qu'un élément de preuve, ainsi que des biens (légaux) constituant l'équivalent d'avantages patrimoniaux introuvables.

#### **4.2. Causes de refus particulières à la saisie**

L'article 11 de la loi prévoit une cause de refus particulière à la saisie en vue d'une confiscation ultérieure. Dans ce cas, l'exécution est refusée si les faits ne peuvent entraîner une peine de confiscation en vertu du droit belge (exception faite des infractions visées à l'article 6, § 2).

L'exposé des motifs de la loi du 5 août 2006 (page 15) donne l'exemple suivant : une décision de saisie ordonnée en vue de la confiscation ultérieure d'un bien sera refusée lorsque cette décision porte sur un fait qualifié contravention en droit belge et que la peine de confiscation n'est pas prévue par la loi pour ce type de contravention.

#### **4.3. Procédure d'exécution en Belgique et régime ultérieur**

1. Le procureur du Roi du lieu où sont situés les biens visés ou la majeure partie d'entre eux est territorialement compétent pour l'exécution de la saisie (l'exécution de la décision étrangère qui s'étend sur différents arrondissements judiciaires est donc centralisée au niveau d'un seul parquet). Après réception, le procureur du Roi saisit immédiatement le juge d'instruction du lieu où sont situés les biens (ou la majeure partie d'entre eux). Le juge d'instruction statue sur l'exécution si possible dans les 24 heures et au plus tard dans les 5 jours de sa saisine. Il s'agit d'une procédure unilatérale dans le cadre de laquelle le juge d'instruction vérifie (article 12, § 2, de la loi) :
  - 1° si les conditions des articles 2, 2/1 et 3 sont remplies (s'agit-il d'une décision judiciaire tendant à la saisie d'un bien et la copie certifiée conforme de cette décision est-elle accompagnée d'un certificat établi dans l'une des langues acceptées ?) ;
  - 2° s'il existe d'éventuelles causes de refus (à ce stade, l'application du principe « *non bis in idem* » est uniquement examinée à la lumière des éléments contenus dans le certificat) ;
  - 3° dans le cas où le fait à la base de la décision est contenu dans la liste de l'article 6, § 2, si les comportements tels qu'ils sont décrits dans le certificat, correspondent bien à ceux repris dans cette liste ;
  - 4° s'il existe un motif de sursis à l'exécution.

S'il est impossible de retrouver le bien, les autorités d'exécution et d'émission se consulteront.

2. En vertu de l'article 13 de la loi, le juge d'instruction peut prendre une décision de report :
  - 1° lorsque l'exécution risque de nuire à une enquête pénale en cours ;
  - 2° lorsque le bien fait déjà l'objet d'une saisie conservatoire dans le cadre d'une autre procédure pénale, et jusqu'à ce que cette mesure soit levée.
3. La décision sur l'exécution est communiquée immédiatement au procureur du Roi, qui en informe sans délai l'autorité compétente de l'État d'émission, et ce, d'une manière qui laisse une trace écrite (en précisant le cas échéant le motif et la durée envisagée du report, ou les raisons de l'impossibilité pratique d'exécuter la décision, parce que le bien a été détruit ou ne peut être retrouvé par exemple).
4. La décision du juge d'instruction n'est pas susceptible de recours (cf. article 12, § 4, de la loi). Une personne lésée peut néanmoins demander la levée de la saisie (cf. article 15 de la loi). La procédure prévue à l'article 61<sup>quater</sup> du Code d'instruction criminelle est alors applicable. Le procureur du Roi informe l'autorité compétente de l'État d'émission de la demande et des moyens soulevés, afin qu'elle puisse faire valoir ses arguments.

La compétence du juge d'instruction se limite à vérifier l'existence des conditions de fond (article 12, § 2, de la loi du 5 août 2006) – les raisons de la saisie ne peuvent être contestées que dans l'État d'émission.

Certaines mesures de gestion (à valeur constante) du bien saisi peuvent être appliquées : conformément à l'article 61<sup>sexies</sup> du Code d'instruction criminelle, le juge d'instruction peut autoriser l'OCSC à procéder à l'aliénation des biens ou leur restitution moyennant le paiement d'une somme d'argent.

Une demande de levée de la saisie a un effet suspensif sur l'exécution de la demande ultérieure de confiscation ou de transfert du bien en tant qu'élément de preuve.

Le procureur du Roi doit informer l'autorité d'émission du résultat de l'exécution de la saisie.

5. La loi ne précise pas quel organe est compétent pour l'exécution ultérieure de la décision de gel *après* la décision positive du juge d'instruction. Selon une certaine doctrine, bien que la loi ne soit pas explicite à cet égard, le procureur du Roi est chargé de l'exécution pratique de la saisie (H.-D. Bosly, D. Vandermeersch et M.-A. Beernaert, *Droit de la procédure pénale*, 6<sup>e</sup> édition, 2010, p. 1545). Il ressort de l'article 4, § 2, de la loi que les décisions de saisie sont exécutées conformément au droit belge. L'article 139 du Code



judiciaire établit que le ministère public poursuit d'office l'exécution des décisions judiciaires qui intéressent l'ordre public. Les dispositions de la procédure pénale sont d'ordre public (Cass., 16 janvier 2005, R.G. P.04.1428.F). Conformément à l'article 2 du Code judiciaire, cette prescription du même Code s'applique également à la procédure d'exécution d'un certificat de gel.

6. La question se pose de savoir si la loi constitue une base juridique suffisante lorsque des mesures coercitives supplémentaires s'imposent en vue d'exécuter la décision de gel, comme, par exemple, une perquisition. L'article 5 de la décision-cadre 2003/577/JAI dispose que toute mesure coercitive additionnelle rendue nécessaire par la décision de gel est prise selon les règles de procédure applicables dans l'État d'exécution. Toutefois, une décision-cadre est sans effet direct dans l'ordre juridique belge et la loi ne reprend pas cette disposition de la décision-cadre. H.-D. Bosly, D. Vandermeersch et M.-A. Beernaert posent comme principe que la décision du juge d'instruction relative à l'exécution de la décision de gel vaut autorisation (mandat de perquisition) pour pénétrer dans le domicile ou le lieu privé indiqué dans la décision, et ce, en vue de procéder à la saisie (H.-D. Bosly, D. Vandermeersch et M.-A. Beernaert, *Droit de la procédure pénale*, 6<sup>e</sup> édition, 2010, p. 1545). Toutefois, par souci de sécurité juridique, il convient de préciser, dans les réquisitions adressées au juge d'instruction, qu'il convient, le cas échéant, de donner, dans son ordonnance, l'autorisation de pénétrer dans le domicile. L'article 4, § 2, de la loi prescrit que toute décision judiciaire dont l'exécution a été ordonnée par une autorité judiciaire belge est exécutée conformément au droit belge. Les exceptions au principe de l'inviolabilité du domicile requièrent néanmoins une base légale explicite et suffisamment précise (article 15 de la Constitution). Cette constatation est d'autant plus pertinente que l'article 2/1, 3<sup>o</sup> (définition de la saisie) de la loi ne renvoie pas à l'article 89*bis* du Code d'instruction criminelle, qui permet au juge d'instruction de déléguer, pour procéder à la perquisition et à la saisie, un officier de police judiciaire. S'il y a lieu de pénétrer dans un domicile afin de pouvoir appliquer une mesure coercitive de saisie, le juge d'instruction doit le préciser.

7. L'article 16, § 1<sup>er</sup>, de la loi indique jusqu'à quel moment la saisie est maintenue :
- 1<sup>o</sup> jusqu'à la mainlevée de la mesure par les autorités belges conformément à l'article 15 (« procédure particulière de référé pénal ») ;
  - 2<sup>o</sup> jusqu'à la mainlevée de la décision par l'autorité judiciaire compétente de l'État d'émission ;
  - 3<sup>o</sup> jusqu'à la décision définitive à propos de la demande d'exécution de la confiscation ou du transfert du bien en tant qu'élément de preuve.

L'article 16, § 2, de la loi tient compte de l'article 35*bis*, alinéa 3, du Code d'instruction criminelle et dispose que, dans le cas d'une saisie immobilière conservatoire, la saisie est maintenue au plus tard jusqu'à l'expiration du délai de validité de la transcription, sauf renouvellement avant cette date par le juge d'instruction compétent.

8. La modification de la loi du 5 août 2006 introduit un système sur la base de la reconnaissance mutuelle de décisions ultérieures de confiscation. La demande ultérieure de transfert en tant qu'élément de preuve continue d'être traitée conformément aux instruments internationaux et au droit belge. À ce jour, cela signifie qu'une demande d'entraide judiciaire classique est requise, mais à l'avenir, elle sera remplacée par une législation européenne qui mettra également le principe de reconnaissance mutuelle en œuvre en matière d'obtention de la preuve.

En attendant, l'article 17, § 2, de la loi précise que la demande visant au transfert ultérieur du bien en tant qu'élément de preuve ne peut être refusée en invoquant l'absence de double incrimination, si elle concerne les faits visés à l'article 6, § 2.

#### **4.4. Procédure d'émission par une autorité belge**

La décision de saisie ordonnée en Belgique par un juge d'instruction, un procureur du Roi ou un tribunal dans le cadre d'une enquête pénale peut être transmise directement à l'autorité territorialement compétente de l'État d'exécution (cf. article 18, § 1<sup>er</sup>, de la loi).

Le certificat transmis doit soit être accompagné d'une demande visant le transfert des éléments de preuve ou l'exécution d'une décision de confiscation, soit indiquer qu'une telle demande suivra, avec mention de la date probable (cf. article 18, § 2, a) et b) de la loi).

Si la décision de saisie est levée, l'autorité de l'État d'exécution doit en être informée sans délai afin qu'elle puisse libérer le bien.

### **V. PRINCIPES RELATIFS AUX SANCTIONS PÉCUNIAIRES**

#### **5.1. Décisions de sanction pécuniaire**

Le champ d'application des dispositions relatives aux sanctions pécuniaires ne se limite pas aux procédures pénales, mais comprend également les procédures de nature administrative, pour autant qu'il y ait une possibilité de

recours devant un juge compétent notamment, mais pas exclusivement, en matière pénale (cf. article 2/1, 5°, de la loi). L'exposé des motifs cite l'exemple dans lequel le tribunal de police peut statuer en degré d'appel sur une amende administrative imposée par une commune. Le tribunal opère alors un simple contrôle de légalité, mais ce type d'amende est couvert car il s'agit d'un tribunal compétent notamment en matière pénale.

Le terme « sanction pécuniaire » qui figure dans la décision-cadre englobe quatre types de sanctions, bien qu'ils ne soient pas tous prévus dans le droit national (cf. article 2/1, 6°, de la loi) :

- a) une somme d'argent après condamnation pour une infraction, imposée dans le cadre d'une décision ;
- b) une indemnité aux victimes, imposée dans le cadre de la même décision, la victime ne pouvant pas être une partie civile à l'action et la juridiction agissant dans l'exercice de sa compétence pénale (ce type d'indemnité aux victimes n'existe pas en droit belge) ;
- c) une somme d'argent au titre des frais afférents à la procédure judiciaire ou administrative ayant conduit à la décision ;
- d) une somme d'argent à un fonds public ou à une organisation de soutien aux victimes, imposée dans le cadre de la même décision.

L'exposé des motifs cite quelques exemples de sanctions relevant du champ d'application :

- les décisions prises en vertu de la loi du 13 mai 1999 relative aux sanctions administratives dans les communes. Les sanctions prises en vertu de cette loi peuvent revêtir un caractère pénal ou administratif. Les sanctions administratives sont couvertes car elles sont susceptibles de faire l'objet d'un recours devant le tribunal de police (entre-temps, la loi précitée a été remplacée par celle du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales) ;
- les décisions prises en vertu de la loi du 21 décembre 1998 relative à la sécurité lors des matches de football ;
- les amendes infligées à la suite d'infractions routières sont couvertes par le champ d'application de la loi dès lors qu'elles ont fait l'objet d'une décision par le tribunal de police.

Les propositions de transaction préalables sont exclues du champ d'application étant donné qu'elles ne constituent pas des décisions dans le cadre desquelles une sanction pécuniaire, telle que définie dans la loi, est infligée à la suite d'une condamnation ou d'une décision définitive. Il en va de même pour les décisions qui ont une nature civile et qui découlent d'une action en réparation de dommage ou d'une action en restitution, et qui sont exécutoires conformément au règlement (CE) n° 44/2001 du Conseil du 22

décembre 2000 concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale.

Par ailleurs, en vertu de l'article 65/1 de la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière, inséré par la loi du 22 avril 2012, un ordre de paiement imposé par le procureur du Roi (après une proposition de perception immédiate demeurée impayée) tombe effectivement sous le champ d'application de la loi du 5 août 2006. En effet, il n'est pas requis que la sanction soit infligée par un juge pénal et, en l'absence de réclamation de la part de l'intéressé dans les trente jours suivant son envoi, l'ordre de paiement devient exécutoire de plein droit.

## **5.2. Causes de refus particulières**

Conformément à l'article 6, § 2/1, lorsqu'il s'agit d'une décision infligeant une sanction pécuniaire, la condition relative à la peine privative de liberté maximale ne s'applique pas aux 32 infractions énumérées à l'article 6, § 2, et cette liste d'infractions exemptées du contrôle de la double incrimination, est complétée par 7 nouveaux faits, à savoir :

- conduite contraire aux normes qui règlent la circulation routière ;
- contrebande de marchandises ;
- atteinte aux droits de propriété intellectuelle ;
- menaces et actes de violence contre des personnes, y compris au cours de manifestations sportives ;
- vandalisme criminel ;
- vol ;
- infractions établies par l'État d'émission et couvertes par les obligations d'exécution découlant des instruments européens (est visée toute sanction pécuniaire établie en exécution d'un instrument fondé sur le droit européen – bien entendu, il sera toujours possible pour l'autorité d'exécution de demander à l'autorité d'émission de lui indiquer quel est l'instrument européen à la base de la sanction).

En outre, l'article 19 de la loi prévoit des causes de refus particulières :

- selon le § 1<sup>er</sup>, la cause revêt un caractère obligatoire si l'intéressé est une personne physique qui, au regard du droit belge, ne peut pas, en raison de son âge, être pénalement responsable ;
- selon le § 2, elle est de nature facultative dans le cas d'une procédure écrite ou d'une procédure par défaut (cf. § 2, 1<sup>o</sup>, et § 2, 2<sup>o</sup>, de la loi) ou si la sanction pécuniaire est inférieure à 70 euros ou à un montant équivalent (cf. § 2, 3<sup>o</sup>, de la loi). Pour des raisons d'économie de procédure, il est indiqué, dans ce cadre, d'appliquer systématiquement la cause de refus facultative s'il s'agit d'un montant inférieur à 70 euros.

### **5.3. Procédure d'exécution en Belgique et régime ultérieur**

Pour l'exécution de la sanction pécuniaire, le procureur du Roi territorialement compétent est celui du lieu de résidence ou du domicile de l'intéressé. Après réception, le procureur du Roi vérifie :

- 1° si les conditions des articles 2, 2/1 et 3 sont remplies (s'agit-il d'une décision judiciaire infligeant une sanction pécuniaire et la copie certifiée conforme de cette décision est-elle accompagnée d'un certificat établi dans l'une des langues acceptées ?) ;
- 2° s'il existe d'éventuelles causes de refus ;
- 3° dans le cas où le fait à la base de la décision est mentionné à l'article 6, §§ 2 et 2/1, si les comportements tels qu'ils sont décrits dans le certificat correspondent bien à ceux repris dans cette liste.

Le procureur du Roi est lié par les faits tels qu'ils ressortent du certificat. La reconnaissance peut seulement être refusée sur la base des causes de refus explicitement prévues par la loi. En cas de doute, il est toujours possible de demander une traduction de la décision. Le coût de cette traduction est alors supporté par l'autorité belge.

Si le procureur du Roi envisage de requérir la non-exécution de la décision sur la base d'une violation des droits fondamentaux de la personne intéressée, de la prescription ou d'une condamnation par défaut, il doit consulter préalablement les autorités compétentes de l'État d'émission.

Une décision du procureur du Roi de ne pas exécuter la demande est définitive. Lorsqu'il décide d'exécuter la demande, l'article 21 prévoit une procédure consistant à informer la personne concernée par écrit et lui offrant la possibilité de transmettre l'information nécessaire au sujet d'éventuelles causes de refus dans un délai de 30 jours.

Lorsque la personne concernée est en mesure de fournir la preuve d'un paiement, en tout ou en partie, dans un État, le procureur du Roi consulte l'autorité compétente de l'État d'émission.

Il lui appartient de procéder à l'évaluation nécessaire et de statuer finalement sur la reconnaissance. Toute partie du montant de la sanction recouvrée dans un autre État est déduite du montant de la sanction. L'intéressé est informé de cette décision par pli judiciaire. Une procédure de recours a été prévue pour la personne concernée dans le cas où les dispositions de la loi n'ont pas été respectées (elle peut saisir le tribunal correctionnel dans un délai de 15 jours à partir de la notification de la décision du procureur du Roi – la décision du tribunal peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation).

Quand la sanction a été infligée dans un État membre qui n'appartient pas à la zone euro, le montant de l'amende doit être converti en euro au taux de change applicable au jour où la sanction a été prononcée dans l'État

d'émission, et non pas au jour où la décision d'exécution est prise en Belgique.

En outre, la possibilité est offerte au procureur du Roi de décider de réduire le montant de la sanction au montant maximal prévu pour des faits de même nature en vertu du droit belge, lorsque les faits relèvent de la juridiction belge, lorsqu'il est établi que la décision porte sur des faits qui n'ont pas été commis sur le territoire de l'État d'émission.

Le procureur du Roi notifie sans délai à l'autorité compétente de l'État d'émission, par tout moyen laissant une trace écrite, la décision prise en ce qui concerne la reconnaissance et l'exécution (le cas échéant, en indiquant les raisons pour lesquelles la décision n'a pas été exécutée en tout ou en partie), l'achèvement de l'exécution ou l'octroi de l'amnistie ou de la grâce (cf. article 25 disposant que l'amnistie et la grâce peuvent être accordées par la Belgique).

Lorsqu'il n'est pas possible d'exécuter une décision, en tout ou en partie, le tribunal correctionnel peut décider, sur demande du procureur du Roi, l'application de peines de substitution dans les cas où le droit belge les prévoit et si l'État d'émission a autorisé leur application dans le certificat. En Belgique, pareille application doit s'effectuer selon le droit belge – en particulier l'article 40 du Code pénal (emprisonnement subsidiaire) et l'article 69*bis* de la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la sécurité routière (déchéance du droit de conduire subsidiaire) – en vertu duquel cette possibilité doit déjà être prévue dans la décision reconnue proprement dite et pas seulement dans le certificat.

La sévérité de ces peines de substitution est déterminée conformément au droit belge, sans pouvoir dépasser celle de la peine maximale indiquée dans le certificat.

L'État d'émission conserve toujours la possibilité de retirer sa demande. Lorsque la Belgique est l'État d'émission, cette possibilité est prévue à l'article 27, § 2, b). Elle s'appliquera, par exemple, en cas de décès de la personne.

#### **5.4. Recouvrement en droit belge**

S'agissant du recouvrement d'une amende pécuniaire, il est tenu compte des modalités de son exécution en droit belge, comme indiqué ci-dessous.

La condamnation à une amende est exécutée à la requête du procureur du Roi (cf. articles 165, 197 et 361 du Code d'instruction criminelle). Le SPF Finances, receveur des amendes pénales, est chargé du recouvrement de l'amende au nom du procureur du Roi.

Après que le jugement est passé en force de chose jugée, le greffier en remet un extrait au receveur des amendes pénales (article 121 de l'arrêté royal du

28 décembre 1950 portant règlement général sur les frais de justice en matière répressive).

Le receveur envoie ensuite un avis de paiement au condamné. En l'absence de paiement volontaire, il utilisera toutes les mesures coercitives autorisées par les moyens d'exécution civils, plus particulièrement la saisie conservatoire et la saisie-exécution (partie V du Code judiciaire). Par dérogation au droit commun des saisies, le receveur peut procéder à une saisie-arrêt exécution simplifiée entre les mains d'un tiers (article 101 de l'arrêté royal du 28 décembre 1950 portant règlement général sur les frais de justice en matière répressive). La saisie est notifiée par lettre recommandée ou, le cas échéant, par exploit d'huissier.

Le receveur peut consulter des sources ouvertes en vue de collecter des renseignements relatifs à la solvabilité du condamné. En outre, il peut demander à l'ensemble des services administratifs de l'État, des autorités locales et des organismes publics de fournir tous les renseignements utiles concernant le patrimoine ou les revenus du condamné (article 102 de l'arrêté royal portant règlement général sur les frais de justice en matière répressive). Il peut également vérifier si l'intéressé possède un véhicule ou des biens immobiliers (auprès du cadastre).

Si l'OCSC gère des sommes d'argent saisies appartenant au condamné, l'article 16*bis* de la loi du 26 mars 2003 portant création de l'OCSC est applicable. Si la saisie pénale de ces fonds est levée, l'OCSC peut utiliser les sommes d'argent à restituer en vue d'apurer l'amende.

Les litiges en matière d'exécution relèvent de la compétence du juge civil et, le cas échéant, de la compétence du juge des saisies (article 1395 du Code judiciaire).

#### **5.5. Destination des sommes perçues**

Les sommes d'argent obtenues à la suite de l'exécution des décisions reviennent à l'État belge sauf accord contraire avec l'État d'émission. L'exposé des motifs précise que, sur la base de l'article 2/1, 6°, b), il est possible que soit demandé aux autorités belges de réclamer une somme d'argent prononcée, en faveur d'une victime qui n'a pas pu se constituer partie civile dans l'affaire. Ce concept n'est pas connu en Belgique mais doit cependant pouvoir être mis en application, conformément à la décision-cadre relative aux sanctions pécuniaires. Dans la mesure où la décision en question est en faveur d'une victime, une exception a également été prévue en ce qui concerne la destination des sommes perçues.



## **5.6. Procédure d'émission par une autorité belge**

La décision de sanction pécuniaire ordonnée en Belgique ne peut être transmise qu'à un seul État d'exécution à la fois. La décision est envoyée directement à l'autorité territorialement compétente de l'État membre dans lequel l'intéressé possède des biens ou des revenus, a sa résidence habituelle ou son siège statutaire, s'il s'agit d'une personne morale.

Une décision qui a été transmise à un autre État membre ne peut plus être exécutée par une autorité belge, sauf si celle-ci informe les autorités contactées du retrait de la demande ou si ces autorités indiquent elles-mêmes qu'aucune reconnaissance ou exécution (partielle) n'est possible et que cette dernière n'est pas fondée sur une violation du principe « *ne bis in idem* », une atteinte aux droits fondamentaux de la personne concernée, l'amnistie ou la grâce.

Si, après avoir transmis une décision, l'autorité belge reçoit une somme d'argent que l'intéressé a payée volontairement au titre de la décision, elle en informe sans tarder l'autorité compétente de l'État d'exécution.

## **VI. PRINCIPES RELATIFS AUX CONFISCATIONS**

### **6.1. Décisions de confiscation**

En droit belge, le terme « confiscation » qui figure dans la décision-cadre doit être compris comme la confiscation au sens des articles 42, 43, 43*bis*, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, 43*ter* et 43*quater* du Code pénal ainsi que les confiscations prévues par le Code pénal et les lois particulières.

La loi s'applique à toute décision judiciaire infligée à titre définitif et aboutissant à la privation permanente d'un bien (article 2/1, 8°, de la loi).

Dans la définition de la confiscation, le législateur n'a pas explicitement renvoyé à l'article 43*bis*, alinéa 3, du Code pénal. Par conséquent, la confiscation avec attribution à la partie civile ne tombe pas sous le champ d'application de la loi. Si, pour ces raisons, l'exécution de ce type de confiscation s'avère impossible, il peut être recouru à la procédure applicable en cas de « confiscation ordinaire », étant entendu que les sommes d'argent perçues par l'État belge par le biais de l'« asset sharing » (partage des avoirs) (cf. *infra*) sont versées à la partie civile dans les limites du produit de la confiscation que le juge pénal a attribué à cette dernière.

## **6.2. Causes de refus particulières à la confiscation**

L'article 29 reprend deux causes de refus spécifiques facultatives propres aux décisions de confiscation. L'exécution peut être refusée dans les cas suivants :

- 1° la confiscation est rendue impossible en raison de droits acquis sur le bien par une partie intéressée (y compris un tiers de bonne foi). Ce point est à lire en combinaison avec l'obligation d'information conformément à l'article 30, § 7, de la loi ;
- 2° la décision a été rendue dans le cadre d'un pouvoir de confiscation élargi qui n'a pas été prévu à l'article 43<sup>quater</sup> du Code pénal.

## **6.3. Procédure d'exécution en Belgique et régime ultérieur**

Le tribunal correctionnel du lieu où sont situés les biens visés ou la majeure partie d'entre eux est territorialement compétent pour l'exécution de la confiscation.

Le critère de compétence de la « majeure partie » des biens est à interpréter en fonction du nombre de biens et/ou de la valeur de ceux-ci<sup>20</sup>.

Après réception, le procureur du Roi saisit immédiatement le tribunal correctionnel du lieu où sont situés les biens (ou la majeure partie d'entre eux). Avant de saisir le tribunal correctionnel, le procureur du Roi doit idéalement vérifier l'exactitude du lieu mentionné où se situeraient les biens (cf. considérant 12 de la décision-cadre : « Lorsqu'il existe des doutes sur la localisation d'un bien qui fait l'objet d'une décision de confiscation, il convient que les États membres mettent tout en œuvre pour localiser exactement le bien en question, y compris en utilisant l'ensemble des systèmes d'information disponibles »).

Si le procureur du Roi envisage de requérir la non-exécution de la décision sur la base du principe « *ne bis in idem* », de la territorialité, d'une condamnation par défaut, de la cause de refus spécifique aux confiscations ou du non-respect des conditions prévues à l'article 30 de la loi, il doit consulter préalablement l'autorité compétente de l'État d'émission.

En ce qui concerne la saisine du tribunal, il est indiqué à cet égard de procéder à une citation plutôt qu'à une réquisition. Un modèle est disponible sur la page Omtranet du réseau d'expertise « Coopération internationale en matière pénale ».

---

<sup>20</sup> Exposé des motifs du projet de loi modifiant la loi du 5 août 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne, *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, document n°1703/1, p. 21.

Le tribunal correctionnel entend le procureur du Roi et le condamné (ou son conseil). Les tiers intéressés disposent du droit d'intervenir dans la procédure. Ils sont informés au préalable de la tenue de l'audience devant le tribunal correctionnel. Cette disposition constitue le miroir de l'article 5<sup>ter</sup> du titre préliminaire du Code d'instruction criminelle qui règle la question de l'information des tiers dans les situations purement nationales.<sup>21</sup>

Le juge vérifie :

- 1° si les conditions des articles 2, 2/1 et 3 sont remplies (s'agit-il d'une décision judiciaire tendant à la confiscation d'un bien et la copie certifiée conforme de cette décision est-elle accompagnée d'un certificat établi dans l'une des langues acceptées ?) ;
- 2° s'il existe d'éventuelles causes de refus ;
- 3° dans le cas où le fait à la base de la décision est contenu dans la liste de l'article 6, § 2, si les comportements tels qu'ils sont décrits dans le certificat, correspondent bien à ceux repris dans cette liste ;
- 4° s'il existe un motif de sursis à l'exécution.

Le tribunal est lié par les faits tels qu'ils ressortent du certificat. Les raisons substantielles qui ont conduit à la décision ne peuvent pas être contestées.

En vertu de l'article 31 de la loi, le tribunal correctionnel ou, avant même la saisine du tribunal, le procureur du Roi, peut décider du report de l'exécution de la décision si :

- 1° la confiscation d'une somme d'argent est exécutée simultanément dans plusieurs États membres et si la valeur totale de l'exécution risque d'être supérieure au montant spécifié dans la décision ;
- 2° l'exécution risque de nuire à une enquête pénale en cours ;
- 3° une traduction de tout ou partie de la décision de confiscation est jugée nécessaire ;
- 4° le bien fait déjà l'objet d'une procédure de confiscation ;
- 5° en cas de recours engagé par un tiers.

Pendant le temps du report, un pouvoir de saisie est reconnu au procureur du Roi pour éviter que le bien ne soit plus disponible aux fins de l'exécution de la confiscation.

La loi prévoit un certain nombre de dispositions spécifiques concernant la confiscation d'une somme d'argent :

---

<sup>21</sup> Exposé des motifs du projet de loi modifiant la loi du 5 août 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne, *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, document n°1703/1, p. 21.

- le montant de la confiscation est converti le cas échéant au taux de change applicable au moment où la décision de confiscation a été prononcée et non au jour où la décision de reconnaître et exécuter est prise ;
- le cas échéant, toute partie du montant recouvré dans un autre État est déduite intégralement du montant à confisquer.

En cas de concours entre deux ou plusieurs décisions de confiscation portant sur une somme d'argent et si l'intéressé ne dispose pas d'avoirs suffisants dans son patrimoine, ou sur un même bien, le tribunal détermine la ou les décisions de confiscation à exécuter en tenant compte des circonstances, en particulier d'autres biens saisis dans la même affaire, de la gravité relative et du lieu de commission des infractions, ainsi que des dates auxquelles les différentes décisions ont été rendues et transmises.

La décision du tribunal est susceptible d'un recours devant la cour d'appel. La décision sur l'appel peut faire l'objet d'un pourvoi en cassation (conformément au droit commun<sup>22</sup>).

La décision sur l'exécution est communiquée immédiatement au procureur du Roi, qui en informe sans délai l'autorité compétente de l'État d'émission, et ce, d'une manière qui laisse une trace écrite (en précisant le cas échéant le motif et la durée envisagée du report, ou les raisons de la non-exécution, en tout ou en partie, de la décision, par exemple parce que la décision n'a pas pu être exécutée dans la pratique, car le bien a été détruit ou ne peut être retrouvé). En outre, l'autorité compétente de l'État d'émission doit être informée sans délai par le procureur du Roi de la cessation des motifs du report ou de la formation de tout recours et doit, par un moyen laissant une trace écrite, être informée de l'achèvement de l'exécution de la confiscation.

L'amnistie ou la grâce prononcée en Belgique entraîne l'extinction de la confiscation prononcée à l'étranger.

Par ailleurs, le procureur du Roi met fin à l'exécution dès qu'il est informé par l'autorité compétente de l'État d'émission de toute décision ou mesure ayant pour effet de retirer à la décision son caractère exécutoire ou de soustraire la décision à l'État d'exécution.

L'article 7.2 de la décision-cadre relative à la confiscation dispose que, si cette dernière porte sur un bien déterminé, les autorités compétentes de l'État d'émission et l'État d'exécution conviennent que la confiscation peut avoir lieu sous la forme d'une obligation de paiement d'une somme d'argent correspondant à la valeur du bien (cf. point 1 du cadre k) du certificat).

<sup>22</sup> Exposé des motifs du projet de loi modifiant la loi du 5 août 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne, *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, document n°1703/1, p. 21.

Le législateur n'a pas expressément transposé cette disposition de la décision-cadre en droit belge par une modification législative. Son point de vue est toutefois exposé dans les travaux parlementaires de la loi de transposition.

Lorsque la confiscation porte sur un bien ou des biens déterminés (confiscation d'objet), la confiscation par équivalent ne pourra intervenir qu'à la condition que les législations de l'État d'exécution et de l'État d'émission le permettent. La confiscation d'un bien mobilier ou immobilier concret est opérée de la même manière qu'une confiscation par équivalent en droit belge, c'est-à-dire que le condamné est obligé de payer une somme d'argent correspondant à la valeur du bien (im)mobilier confisqué.

Il ressort des travaux parlementaires<sup>23</sup> que la « confiscation en valeur » (ou la confiscation par équivalent) ne pourra être exécutée que si les trois conditions cumulatives suivantes sont remplies :

- 1° la confiscation porte sur les choses visées à l'article 42, 3° du Code pénal, soit les avantages patrimoniaux tirés directement de l'infraction, les biens et valeurs qui leur ont été substitués et les revenus de ces avantages investis ;
- 2° les biens ne peuvent pas être retrouvés dans le patrimoine du condamné ;
- 3° la confiscation par équivalent a été expressément ordonnée par la juridiction étrangère.

Cependant, la condition mentionnée au point 2° est extrêmement confuse. En effet, il n'est pas clairement établi que la Belgique puisse subordonner l'exécution de la confiscation ordonnée par les autorités étrangères à la condition que l'État d'émission doive démontrer l'absence, sur son territoire, de tout bien pouvant faire l'objet d'une confiscation par équivalent.

L'article 7.3 de la décision-cadre relative à la confiscation dispose que, si une décision de confiscation porte sur une somme d'argent qui ne peut être recouvrée, les autorités compétentes de l'État d'exécution peuvent exécuter ladite décision en confisquant tout bien disponible à cette fin (cf. point 2 du cadre k) du certificat).

Le législateur n'a pas non plus transposé expressément cette disposition de la décision-cadre en droit belge par une modification de la loi du 5 août 2006. Son point de vue est toutefois exposé dans les travaux parlementaires de la loi de transposition.

---

<sup>23</sup> Exposé des motifs du projet de loi modifiant la loi du 5 août 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne, *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, document n°1703/1, p. 13.

Ce mode d'exécution n'est en tout cas pas contraire au droit belge et l'accord de l'État d'émission n'est pas requis, contrairement à ce que laisse sous-entendre le certificat<sup>24</sup>. La confiscation par équivalent est exécutée de la même manière en droit belge. Selon la Cour de cassation, la confiscation par équivalent de droit belge (article 43*bis*, alinéa 2, du Code pénal) ne peut porter que sur une somme d'argent et non sur un bien mobilier ou immobilier concret (cf. Cass., 3 juin 2009, P.08.1732.F). Le receveur des domaines chargé du recouvrement de la confiscation peut toutefois exécuter cette peine sur les biens mobiliers ou immobiliers (légaux) présents dans le patrimoine du condamné (articles 7 et 8 de la loi hypothécaire).

Le receveur procède à la liquidation des biens qui ont déjà fait l'objet, durant l'enquête pénale, d'une saisie par équivalent ordonnée par le juge d'instruction ou le procureur du Roi. En l'absence de saisie pénale (suffisante), le receveur recouvrera la somme d'argent confisquée en pratiquant une saisie-exécution civile sur les deniers et les biens appartenant au condamné.

#### **6.4. Exécution en droit belge**

S'agissant de l'exécution de la confiscation, il est tenu compte de la procédure appliquée en vertu du droit belge, comme indiqué ci-dessous.

La condamnation à une confiscation est exécutée à la requête du procureur du Roi (cf. articles 165, 197*bis* et 361 du Code d'instruction criminelle). Le SPF Finances, receveur des domaines, assure la confiscation. L'OCSC coordonne l'exécution de cette sanction patrimoniale et prête son concours aux autorités judiciaires.

Après que la décision judiciaire est passée en force de chose jugée, le greffier en remet un extrait au receveur (article 121 de l'arrêté royal du 28 décembre 1950 portant règlement général sur les frais de justice en matière répressive).

La manière dont la confiscation est exécutée dépend de la nature du bien en cause et du type de confiscation.

##### **a) Confiscation d'objet**

Si la confiscation porte sur des biens non fongibles déjà saisis préalablement tels que des véhicules et des biens immobiliers, le receveur doit, le cas échéant, prendre toutes les mesures en vue de formaliser le transfert de propriété et d'en informer des tiers, telle la transcription au bureau des hypothèques.

---

<sup>24</sup> Exposé des motifs du projet de loi modifiant la loi du 5 août 2006 relative à l'application du principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne, *Doc. parl.*, Chambre, session 2010-2011, document n°1703/1, p. 13.

Si la confiscation concerne le solde créditeur d'un compte bloqué ou des effets déposés sur un compte-titres, il suffit au receveur de demander à la banque de mettre les fonds à la disposition du bénéficiaire de la confiscation.

Si la confiscation n'est pas précédée d'une saisie pénale, des mesures conservatoires peuvent éventuellement s'imposer si les biens mobiliers sont en la possession de tiers récalcitrants ou de mauvaise foi. Le receveur peut pratiquer une saisie-revendication sur un véhicule auprès d'un tiers en attendant la revendication du bien.

#### b) Confiscation par équivalent (ou confiscation en valeur)

Si les avantages patrimoniaux illégaux ne peuvent plus être retrouvés en nature dans le patrimoine du condamné, le juge procédera à leur évaluation monétaire et la confiscation portera sur le montant qui lui sera équivalent (d'où confiscation « par équivalent »). La confiscation prend ici la forme d'une créance qui doit être recouvrée sur le patrimoine de l'intéressé dans le délai de prescription légal (article 94 du Code pénal).

Le receveur peut éventuellement confisquer les biens qui ont été saisis par équivalent durant l'enquête pénale à concurrence du montant confisqué (article 35<sup>ter</sup> du Code d'instruction criminelle). S'il ne s'agit pas d'une confiscation par équivalent, mais bien d'une confiscation d'objet d'une somme d'argent qui n'a pas été saisie durant l'enquête pénale, cette peine prend également la forme d'une créance, qui doit être recouvrée de la même manière qu'une confiscation par équivalent.

La procédure de recouvrement est pratiquement identique au règlement applicable au recouvrement d'amendes.

Le receveur enverra un (des) avis de paiement au condamné.

En l'absence de paiement volontaire, il utilisera toutes les mesures coercitives autorisées par les moyens d'exécution civils, plus particulièrement la saisie conservatoire et la saisie-exécution (partie V du Code judiciaire). Par dérogation au droit commun des saisies, le receveur peut procéder à une saisie-arrêt exécution simplifiée entre les mains d'un tiers (article 101 de l'arrêté royal du 28 décembre 1950 portant règlement général sur les frais de justice en matière répressive). La saisie est notifiée par lettre recommandée ou, le cas échéant, par exploit d'huissier.

Le receveur peut consulter des sources ouvertes en vue de collecter des renseignements relatifs à la solvabilité du condamné. En outre, il peut demander à l'ensemble des services administratifs de l'État, des autorités locales et des organismes publics de fournir tous les renseignements utiles concernant le patrimoine ou les revenus du condamné (article 102 de l'arrêté royal portant règlement général sur les frais de justice en matière répressive).



Il peut également vérifier si l'intéressé possède un véhicule ou des biens immobiliers. Toutefois, le receveur ne peut pas demander aux banques des informations sur les avoirs. Cependant, dans le cadre d'une enquête de solvabilité, l'OCSC peut interroger les banques sur les actifs financiers (comptes, coffres, etc.) que le condamné détient et transmettre ces renseignements au receveur.

Si l'OCSC gère des sommes d'argent saisies appartenant au condamné, l'article 16*bis* de la loi du 26 mars 2003 portant création de l'OCSC est applicable. Si la saisie pénale de ces fonds est levée, l'OCSC peut utiliser les sommes d'argent à restituer en vue d'apurer l'amende.

Les litiges en matière d'exécution relèvent de la compétence du juge civil et, le cas échéant, de la compétence du juge des saisies (Cass., 9 janvier 1981 et article 1395 du Code judiciaire).

#### **6.5. Destination des biens confisqués**

Contrairement à l'article 8 de la loi du 20 mai 1997 sur la coopération internationale en ce qui concerne l'exécution de saisies et de confiscations, ce n'est pas le tribunal correctionnel mais bien le procureur du Roi qui détermine la destination des biens confisqués (cf. article 38, § 1<sup>er</sup>, de la loi).

La loi prévoit la clé de répartition suivante des biens confisqués entre l'État d'émission et l'État d'exécution :

- 1° au-delà d'un seuil de 10.000 euros, l'argent dev ra être divisé pour moitié entre les deux États, les montants inférieurs sont versés intégralement au Trésor public ;
- 2° s'il s'agit d'un bien, 3 règles alternatives son t prévues :
  - a) le bien sera vendu et le produit de la vente sera réparti conformément au point 1° (règle générale) ;
  - b) le bien est transféré à l'État d'émission (ce qui constitue plutôt un cas exceptionnel, car ce transfert s'accompagne de formalités plus lourdes que l'option décrite au point a) ;
  - c) lorsqu'il n'est pas possible d'appliquer a) ou b), il peut être disposé des biens conformément au droit belge (par exemple, la confiscation portant sur des biens illicites tels que de la drogue ou des armes, ces biens devront être détruits).

Le ministre de la Justice peut toutefois convenir avec l'État d'émission de déroger à ces règles.

La loi prévoit une exception à la clé de répartition en ce qui concerne les biens culturels relevant du patrimoine belge. Ceux-ci ne doivent pas nécessairement être vendus ou restitués à l'État d'émission.

On entend par « biens culturels » les biens visés à l'article 1<sup>er</sup> de la directive 93/7/CEE du 15 mars 1993. Cette directive a été transposée en droit belge par la loi du 28 octobre 1996 relative à la restitution des biens culturels ayant quitté illicitement le territoire de certains États étrangers. L'article 2, 2°, de cette loi qui définit les « biens culturels » se réfère aux biens classés « trésor national ». La procédure de classement en droit belge est prévue par le décret de la Communauté française du 11 juillet 2002 et le décret de la Communauté flamande du 24 janvier 2003.

Le ministre de la Justice peut, compte tenu de la répartition des compétences entre l'État fédéral et les Communautés, convenir avec l'État d'émission de déroger à ces règles.

#### **6.6. Procédure d'émission par une autorité belge**

La décision de confiscation ordonnée en Belgique peut être envoyée directement à l'autorité de l'État d'exécution territorialement compétente. Elle est transmise :

- à l'État dans lequel le procureur du Roi est fondé à croire que la personne concernée possède des biens ou des revenus, si la confiscation porte sur une somme d'argent ;
- à l'État ou aux États dans lequel le procureur du Roi est fondé à croire que se trouvent les biens visés, si la confiscation porte sur un ou des biens déterminés ;  
ou
- à l'État dans lequel la personne concernée a sa résidence habituelle ou son siège statutaire.

En principe, une décision de confiscation portant sur un bien ne peut être transmise qu'à un seul État d'exécution à la fois, sauf si le(s) bien(s) se trouve(nt) dans différents États d'exécution ou s'il s'impose d'agir dans plusieurs États d'exécution.

La demande de confiscation portant sur une somme d'argent ne peut être adressée qu'à un seul État, sauf si le procureur du Roi en décide autrement pour une raison particulière. Par exemple, une dérogation à ce principe peut se justifier dans le cas où :

- le bien concerné n'a pas fait l'objet d'une décision de saisie en application de la loi ;
- la valeur du bien confisqué en Belgique ou dans tout État d'exécution risque de ne pas être suffisante pour exécuter le montant total visé par la décision de confiscation.

Le montant total de la confiscation ne peut cependant en aucun cas excéder le montant spécifié dans la décision de confiscation. La loi prévoit en outre des obligations d'informations spécifiques que le procureur du Roi doit respecter à l'égard de l'État ou des États d'exécution, par tout moyen laissant une trace écrite, afin d'éviter que le montant confisqué soit supérieur au montant indiqué dans la décision de confiscation.

La transmission d'une décision de confiscation à un ou plusieurs États d'exécution ne limite pas le droit des autorités belges d'exécuter elles-mêmes la confiscation.

Enfin, le procureur du Roi informe immédiatement l'autorité compétente de l'État d'exécution, par tout moyen laissant une trace écrite, de toute décision ou mesure qui a pour effet de retirer à la décision de confiscation son caractère exécutoire ou de soustraire la décision à l'État d'exécution pour toute autre raison (comme dans le cas d'une exécution dans un autre État d'exécution ou en cas de paiement volontaire en Belgique).

## **VII. INFORMATIONS CONCERNANT D'AUTRES ÉTATS MEMBRES**

Les pages Internet suivantes peuvent utilement être consultées :

1. <http://www.ejn-crimjust.europa.eu/ejn/libcategories.aspx?Id=24>
2. <http://www.ejn-crimjust.europa.eu/ejn/libcategories.aspx?Id=25>
3. <http://www.ejn-crimjust.europa.eu/ejn/libcategories.aspx?Id=34>

Le site du Réseau judiciaire européen contient des renseignements utiles, entre autres en ce qui concerne la transposition des décisions-cadres par d'autres États membres, les autorités compétentes, les langues acceptées, les informations pratiques, etc.

Aux annexes 4, 5 et 6 sont joints les documents les plus récents (en anglais), présentant l'état d'avancement de la mise en œuvre des trois décisions-cadres (gel – sanctions pécuniaires – confiscation) par les États membres de l'Union européenne.

## **VIII. MODÈLES**

Sur Ompttranet, l'OCSC a placé des modèles de certificats (NL/FR) à compléter en matière de saisie et de confiscation, qui peuvent être téléchargés sur les pages Ompttranet réservées à l'OCSC.

Des modèles sont également disponibles pour le magistrat de parquet qui requiert l'exécution (ou la non-exécution) d'une demande entrante de saisie ou de confiscation.